

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Zaffaroni-a-prevenu-qu-ils-veulent-proscrire-la-vice-presidente>

Zaffaroni a prévenu qu'ils veulent proscrire la vice-présidente.

- Argentine - Justice - Droits de l'homme -

Date de mise en ligne : jeudi 25 août 2022

Description :

Zaffaroni a prévenu qu'ils veulent proscrire la vice-présidente. « Le droit n'est pas mort. Il ne peut pas mourir car c'est le seul champ de lutte. Personne ne doit penser à la violence, s'il vous plaît. Cette voie n'est pas viable et ne mène qu'à la mort des plus vulnérables » (...)

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Sur l'antenne de AM750, l'ancien juge de la Cour suprême a déclaré que si Cristina Kirchner est condamnée, « le seul recours qui restera sera une grâce présidentielle ». « Il y aura une condamnation qui impliquera l'interdiction politique de la vice-présidente », a déploré le juriste.

L'ancien juge de la Cour suprême Raúl Eugenio Zaffaroni a demandé que Cristina Kirchner soit graciée comme alternative « [si la vice-présidente est condamné](#) ». « C'est le seul recours qui restera, aussi difficile soit-il », a-t-il déclaré dans des déclarations à *La García*, sur AM750, où il a également rejeté la demande d'une peine de [12 ans de prison et l'interdiction](#) de fonctions politiques de l'ancienne présidente dans l'affaire Vialidad.

M. Zaffaroni a fait valoir que « si la [vice-présidente est condamnée](#), il n'y aura pas d'autre solution que de chercher une solution dans le droit interne pour sauver l'avenir de la démocratie, étant donné la perspective d'une élection avec des interdictions ». C'est pourquoi il a exhorté le président Alberto Fernández à aller de l'avant avec une grâce si la condamnation se concrétise.

« Il est commode de [penser à une grâce présidentielle pour Cristina Kirchner](#) comme un dernier recours pour que la démocratie puisse tenter de restaurer la République", a déclaré Zaffaroni, qui a également estimé que « parfois il est inévitable que la République impose des limites à la démocratie, mais parfois c'est la démocratie qui sauve la République ». C'est pourquoi il est nécessaire de la défendre et d'empêcher son abâtardissement

L'ancien juge de la Cour Suprême a également critiqué l'offensive judiciaire sur la vice-présidente et a averti que « le fonctionnement institutionnel même, tordu en soi, produit une catastrophe qui pèse sur la République et la démocratie ». En ce sens, il a souligné que le pouvoir judiciaire et les médias monopolistiques « donnent un spectacle grossier ».

« [¿Quelle légitimité aurait un gouvernement élu aux moyens d'interdictions](#) et manipulations par des juges directement impliqués dans la politique et déterminés à condamner ? se demande l'ancien juge

Zaffaroni a démantelé l'affaire Vialidad et a critiqué le procureur et les juges.

En outre, M. Zaffaroni a déclaré que les juges dans l'Affaire Vialidad, y compris le président du Tribunal Fédéral Oral n° 2, Rodrigo Giménez Urriburu, « font de la politique et mènent le procès oral avec une issue connue la plus honteuse jamais vue", et a affirmé qu'« il y aura une condamnation qui impliquera l'interdiction politique » de Cristina Kirchner, car, a-t-il soutenu, le « cercle rouge craint la candidature » de la vice-présidente.

« La condamnation de Cristina est sûrement déjà écrite et conservée sous le maillot des footballeurs dans la Quinta présidentielle et sera confirmée par les deux juges qui devraient l'examiner. Ces juges sont de bons joueurs de tennis et de padel », ironise Zaffaroni.

En ce sens, il a également désigné la Cour suprême comme responsable de l'offensive sur Cristina. « Il est prévisible qu'elle calcule ses délais en fonction des circonstances », a-t-il prévenu à propos de la plus haute

Zaffaroni a prévenu qu'ils veulent proscrire la vice-présidente.

juridiction. « Les derniers scrupules de ces juges et procureurs qui se sont lancés dans la persécution politique se sont effondrés », a souligné l'ancien juge de la Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme.

En fait, il a comparé la situation de Cristina à ce qui s'est passé avec Lula da Silva au Brésil. « La (Cour) suprême a mis fin au scandale judiciaire, mais ici ce n'est pas possible car le désordre judiciaire est bien pire », a-t-il fait remarquer.

Enfin, M. Zaffaroni a appelé à « continuer à se battre dans le domaine du droit, même si ceux qui ont juré sur la Constitution sont ceux qui l'entraînent sur les chemins répugnants de l'impudeur ». « Le droit n'est pas mort. Il ne peut pas mourir car c'est le seul champ de lutte. Personne ne doit penser à la violence, s'il vous plaît. Cette voie n'est pas viable et ne mène qu'à la mort des plus vulnérables ».

Eugenio Zaffaroni

[Página 12](#). Buenos Aires, le 24 août 2022

Post-scriptum :

***Eugenio Raúl Zaffaroni** il est un avocat et un notaire argentin gradué dans la faculté de Droit et de Sciences Sociales de l'Université du Buenos Aires en 1962, docteur des Sciences Juridiques et Sociales par l'Université Nationale du Littoral (1964), et juge de la Cour Suprême de Justice argentine dès 2003, jusqu'à 2014 quand il a présenté sa démission pour être arrivé à la limite d'âge qui fixe la Constitution. Actuellement Juge à la Court Interamericaine de Droits de l'Homme.